

## REGARDS SUR L'EUROPE N° 11

### Vincent Dujardin, l'historien

Le numéro de ce mois est un peu particulier puisqu'il s'agit de la synthèse d'une conférence présentée par Vincent Dujardin le 7 mai et d'une interview qu'il m'a accordée quelques jours après sa prestation.



V. Dujardin est professeur, son domaine, c'est l'histoire. Bien connu de ses pairs mais aussi du grand public (*voir la photo de la RTBF lors d'un passage au JT*), il intervient parfois dans nos médias sur des questions liées à l'histoire de la Belgique. Par ailleurs – et c'est pourquoi nous le présentons aujourd'hui – il est un spécialiste de la construction européenne, notamment comme président de l'Institut

d'études européennes de son université.

Le sujet que nous abordons est celui de sa conférence « *Europe, où vas-tu ?* ». Thème bien d'actualité puisque les Anglais s'interrogent sur l'opportunité de poursuivre le chemin avec les 27 autres pays de l'Union et que la Grèce, contrainte à de longues et difficiles négociations sur le remboursement de sa dette, se demande où est sa place.

Mais c'est aussi le centenaire de la Grande Guerre, qui nous rappelle le constat douloureux que faisait Hérodote: *"En temps de paix, ce sont les fils qui enterrent leurs pères. En temps de guerre, ce sont les pères qui enterrent leurs fils."*

Or, se penser comme un espace de paix était un des buts que se donna l'Union, pas seulement l'absence de guerre mais la possibilité de créer des liens qui fonderaient une paix durable. Et de fait, depuis 70 ans, nous n'avons plus connu la guerre, une situation probablement unique dans l'histoire.

Mais cet argument n'est plus suffisant pour mobiliser les populations, comme en témoignent les plus de 50% d'absentions aux dernières élections européennes.

#### Est-ce grave?

S'il y a certainement une crise du projet européen, ce n'est pas la première : notre histoire commune ne fut pas un long fleuve tranquille et, à plusieurs moments, des référendums n'auraient probablement pas donné des "Oui" massifs. Le projet d'armée européenne n'a pas été ratifié par la France en 1954, il y eut les deux vetos français à l'adhésion du Royaume-Uni, par exemple. Aujourd'hui on peut toutefois parler de crise de la pensée européenne, avec une Europe qui s'interroge sur ses valeurs communes.

L'identité européenne, dans le sens latin du terme, se sentir "*mêmes*", n'est sans doute pas encore très forte par rapport aux identités nationales. Il est vrai que la construction ne fut pas que poursuite d'idéaux, on y recherchait aussi des avantages matériels et la crise amène certains à se dire que l'Europe ne peut plus nous apporter ces progrès matériels. On se trompe alors de cible en pensant que la responsabilité de la crise vient de l'UE, alors qu'elle constitue, au contraire, à mon sens, une partie de la solution.

#### Pourquoi la construction européenne est-elle si difficile ?

Parce qu'il faut concilier trois données

- convaincre que nous avons besoin de plus d'UE pour exister sur la scène internationale, autant qu'on peut déjà peser sur le plan économique ;
- avancer par la voie de la démocratie et nous en avons, en fait, 28!

- préserver la spécificité de chaque Etat et tenir compte de l'avis de chaque pays. Il est par exemple bien légitime que la Grèce choisisse les voies à suivre en vue de l'assainissement et de la relance de son économie. Mais ils font partie de la zone euro et les créanciers et leurs citoyens ont aussi leurs intérêts !

Tsipras a d'ailleurs visiblement commis une erreur d'appréciation en croyant que les pays moins favorisés le soutiendraient. Ce fut le contraire: ceux qui avaient fait de gros efforts voulaient que la Grèce opère les réformes nécessaires.

Pour aider la Grèce, chaque Belge a prêté plusieurs centaines d'euros. Le fait que Madame Merkel se trouvait alors en période électorale a pu aussi compter lorsqu'il s'est agi de discuter du sauvetage de la Grèce en 2010. Nous avons absolument besoin d'Europe, de démocratie et de respect des sensibilités de chaque Etat, mais faire converger à partir de ces trois dimensions, vers une communauté d'intérêts, qui coïncide avec les intérêts nationaux, n'est pas toujours simple.

D'autre part, l'Europe ne dispose pas de beaucoup de moyens. Elle gère seulement 1% du PIB alors que pour l'Etat fédéral des USA, c'est 24%. Beaucoup moins de ressources dit beaucoup moins de pouvoirs et de possibilités d'action.

Nous avons aussi 24 langues officielles, 28 Etats nationaux avec leur histoire. L'Europe n'est pas comparable aux Etats-Unis. La pluralité est constitutive de l'Europe

Enfin, il y a une crise de nos régimes démocratiques représentatifs, fondée sur la méfiance envers le monde politique et qui s'ajoute à la crise économique. Ceci explique peut-être mieux les 25% de votes pour le FN aux élections européennes qu'une réelle envie de quitter l'Union de 25% de la population française. Concrètement, ils seront moins nombreux à vouloir retrouver les contraintes d'autrefois, les douanes, les monnaies différentes et les cours fluctuants, ... Mais les crises favorisent la montée des populismes. Comme l'a relevé Herman Van Rompuy, la proximité contribue souvent à la force d'une identité par rapport à une autre. L'idée européenne souffre de la tension entre l'espace, le "*space*" et le lieu, le chez-soi, le "*place*". En situation de crise, le citoyen européen a plus aisément l'impression que l'Union constitue un "espace", réservé aux privilégiés mobiles, au développement d'un grand marché intérieur, et qui ne protège pas assez les personnes moins "à l'abri". Il importe, disait-il, de rééquilibrer cette tension entre le "*space*" et le "*place*", en sachant que protection ne veut pas dire protectionnisme.

**Pour comprendre ce que nous vivons aujourd'hui, il faut comprendre d'où l'on vient.**

**Quelles sont les origines de l'Europe ?**

On peut faire référence à Joseph Stiglitz, le prix Nobel d'économie américain qui disait: il n'y a qu'en Europe qu'on retrouve les cinq valeurs suivantes: la solidarité (par exemple dans les fonds régionaux), la justice sociale, la démocratie, le respect de la dignité de la personne humaine et enfin l'esprit critique qui nous vient des Lumières. D'autres pays hors Europe en vivent bien évidemment certaines, mais il en manque toujours l'une ou l'autre !

Paul-Henri Spaak, dans le discours qu'il prononce en 1957 après la signature des Traités de Rome, explique que la civilisation occidentale a été marquée par la Grèce et a été confirmée par le Christianisme qui promeut la valeur de la dignité humaine, et que de celle-ci découle le reste.

Notons que si en 1981, Giscard et d'autres ont soutenu l'entrée de la Grèce, ce n'est pas pour retrouver ce lien des origines avec la patrie de Platon, mais c'était dans un contexte de guerre froide, sans oublier les intérêts économiques à défendre, préoccupation partagée par l'Allemagne.

Cela étant dit, on doit ajouter Rome à nos héritages. C'est Rome qui a notamment permis de diffuser la pensée grecque dans tout l'empire. La Grèce pour la pensée, Rome pour l'administration et le Christianisme pour la dignité humaine, comme le disait Paul Valéry. A la base, il y eut les trois influences.

**Faire l'Europe, bien, mais c'est quoi l'Europe, ça va jusqu'où ?**

On ne peut se penser en termes de frontières. Car si les frontières Ouest et Sud sont géographiquement évidentes, à l'Est, par contre ... L'Oural comme le disait de Gaulle ? Mais est-ce vraiment infranchissable ? On pourrait dire le Bosphore mais Chypre, pourtant au-delà du Bosphore, est bien dans l'Union.

On doit donc la définir par un autre critère car on voit bien qu'on parle d'Europe à géométrie variable. L'UEFA, c'est 53 membres, l'Union européenne de radio-télévision rassemble des radiodiffuseurs nationaux issus de 56 pays, l'Europe des Universités, 'est 47 dont la Turquie ! Alors quoi ? Il faut regarder vers l'histoire, la culture, les héritages, les valeurs qui, après l'antiquité, ont traversé l'industrialisation, le siècle des Lumières, le temps des Révolutions et les déclarations des droits de l'homme.

Revenons à la valeur fondatrice, la recherche de la paix. Victor Hugo, déjà, en 1876 pendant le terrible affrontement entre la Serbie et la Turquie, affirmait qu'il n'y aurait jamais la paix sur le Vieux Continent si on ne créait pas les Etats-Unis d'Europe et cette idée est présente chez tous les Pères fondateurs, comme Schuman, qui de sa prison en 1942, écrit qu'on ne fera vraiment la paix qu'autour d'une réconciliation qui force l'histoire.

Les six qui s'assemblent en 1950 viennent du camp des vaincus, mais ce sont aussi, pour la plupart, des hommes qui ont souffert dans leur chair et ont souvent connu la prison. Seul le Royaume-Uni, qui souffre du syndrome de la victoire, et se croit encore un grand pays, refuse. On constate qu'il a aussi refusé de faire partie de la zone euro mais a bien mesuré le danger de se voir exclu des discussions relatives au sauvetage de la Grèce en 2010-2011.

Par un heureux hasard, on a eu aux affaires dans les grands pays fondateurs, au même moment, des hommes d'Etat capables de vision à long terme et non liés à des intérêts nationalistes ou individualistes.

**Mais aujourd'hui ces valeurs sont vulnérables, y compris chez nous et l'image européenne est attaquée**

La solidarité est parfois remise en cause. Dans diverses régions, on voit des peuples plus favorisés moins enclins à aider ceux qui le sont moins. Le nationalisme est parfois d'abord un nationalisme économique. La manière dont on va résoudre la question de la Grèce sera aussi symptomatique du nouvel équilibre à trouver entre responsabilité et solidarité et touchera à l'image et à la perception de l'Europe.

Dans un autre domaine, ce qui a suivi l'opération en Lybie, n'était pas brillant. Sur la scène internationale, n'ayant pas de réelle ligne de conduite commune, que ce soit dans le cadre ou non de l'OTAN, on a pu voir chaque pays membre poursuivre des intérêts particuliers ! Il est inévitable à 28 de parler à plusieurs voix, mais il importe au moins de se mettre d'accord sur un même message.

**N'a-t-on pas été trop ambitieux en voulant faire l'Europe des Citoyens ?**

Non, on a raison d'être ambitieux mais il faut aussi être pragmatique et se dire que ça prendra du temps. Certains pays ont une histoire séculaire. Or, l'Europe n'a même pas 70 ans, c'est donc une construction récente et comme on doit absolument tenir compte des 3 pôles - européen, national et démocratique - ça ne peut progresser que petit pas par petit pas. Certains pas ont été plus grands. Mais il est vrai que les pères de l'Europe seraient tout de même heureux de voir tout ce qui a déjà été réalisé, ce qui ne veut pas dire que les défis ne restent pas grands.

**Pourquoi l'Europe a-t-elle si mauvaise presse aujourd'hui ?**

Il est tentant pour les responsables politiques d'euphémiser les décisions difficiles et de nationaliser les bonnes nouvelles. Du coup, le citoyen ne perçoit pas les avantages qu'il en retire.

Il y a aussi un sérieux défi de pédagogie dont la Commission est bien consciente mais elle n'a pas encore trouvé le moyen d'y remédier. Après le traité de Maastricht et le "non" danois assorti d'un faible "oui" en France, la Commission a bien pris la mesure de l'enjeu. Mais les

remèdes ne sont pas simples à trouver. Certains présidents ont par exemple conseillé à leurs Commissaires de multiplier les rencontres d'explications avec des groupes de citoyens. On a développé la communication,...

Mais les médias ont aussi un rôle à jouer dans cette œuvre de pédagogie en mettant en évidence le coût de la non-Europe qui toucherait tout le monde dans sa vie quotidienne. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'importe pas de montrer aussi ce qui fonctionne moins bien. La question du leadership de l'Union n'est pas la moindre. L'octroi du Prix Nobel fut un bel exemple à cet égard. A qui allait-on annoncer la bonne nouvelle ? "Donnez-moi le numéro que je dois contacter", disait Kissinger quand on l'accusait de ne pas tenir compte de l'Europe. Qui peut parler au nom de l'UE : le président du Conseil européen, le président de la Commission, le président du Parlement, la Haute représentante ? Les grands pays ?

Nous sommes en période de crise, le repli sur soi constitue un risque dans ces moments. Dès lors, la montée des partis populistes qui ont des réponses simplistes n'est pas surprenante. Après le premier choc pétrolier de 1973, on a aussi connu une période dite "d'euroscélérèse" et la construction européenne a marqué le pas. Ce qui est certain, c'est que le message essentiel à faire passer est que nous devons nous unir ou disparaître, sur les plans politique, économique, ou géopolitique, ... On sait aussi que les crises ont souvent abouti à plus d'Europe et c'est ce que nous avons vécu avec la crise de la zone euro et de la dette souveraine des Etats.

#### **Est-ce qu'aujourd'hui les institutions européennes sont vraiment démocratiques ?**

L'Europe a aidé les forces démocratiques des pays autoritaires, puisque pour entrer dans l'UE, il faut être une démocratie et avoir un parlement démocratiquement élu. C'est ce qui a été rappelé au moment de l'octroi du prix Nobel de la Paix. La Commission est devenue deux fois démocratique, on pourra y revenir. Mais il est vrai que le pari de 1979 concernant l'élection du Parlement européen au suffrage universel n'est pas encore réussi même si ce parlement a de plus en plus de pouvoirs. Il est vrai que les élections renvoient parfois à la juxtaposition des enjeux nationaux. Au regard du score des abstentionnistes, on voit que l'on n'a pas encore réussi à intéresser le citoyen européen à ces élections, alors que les pouvoirs du parlement européen sont devenus importants.

#### **Toutes les critiques ne viennent pas d'euroceptiques mais aussi de citoyens investis qui s'opposent à la machine européenne accusée de servir d'abord le capital**

L'Europe sociale a certainement des progrès importants à faire mais pourquoi n'en fait-elle pas ? Parce que l'Union n'en a pas les moyens. Et pourquoi n'en a-t-elle pas les moyens ? Parce que les Etats ne souhaitent pas déléguer plus de souveraineté en la matière. L'Europe n'a que les pouvoirs que les Etats lui donnent. On peut certes discuter de certaines trajectoires économiques qui ont été choisies durant la récente crise. Cela étant dit, si l'Europe est d'abord un succès sur le plan économique, on peut ajouter qu'elle a protégé le citoyen d'une crise plus grave aux conséquences sociales encore plus lourdes. Lors de la crise bancaire, même s'il a fallu un certain temps avant une réaction forte, ce sont les soutiens massifs aux pays déficients qui ont évité un effondrement de pays qui n'avaient plus accès aux marchés financiers.

#### **Comment éduquer nos jeunes à souhaiter et construire "plus d'Europe" ?**

Nous avons la chance d'être tout près des institutions et donc, sans beaucoup de complications, de pouvoir s'y rendre pour rencontrer des membres de la Commission, échanger avec des députés, écouter un débat sur des questions qui concernent l'avenir, ... Pour moi, c'est en multipliant les contacts avec la réalité de l'UE que l'on pourra la comprendre. Parce que les fondements de l'Europe sont assez techniques, donc difficile à saisir si on reste dans la théorie. Depuis le processus de Bologne, la volonté d'harmoniser les cursus et la création des échanges Erasmus financés par l'Europe, la mobilité des étudiants et des enseignants a explosé, ce qui a permis, de nouer de nombreux liens entre étudiants et institutions d'enseignement supérieur dans divers pays de l'UE. Le maillage d'une conscience européenne est donc favorisé par cette voie.

Pour les jeunes qui participent à ces échanges, il y a une grande ouverture d'horizons, une meilleure compréhension de la géographie, de la culture, de l'histoire et des événements de l'actualité des régions où ils ont séjourné. Ils comprennent mieux les enjeux européens et même si cela devrait être vérifié sur le plan scientifique, il est permis de penser que ces jeunes se sentent plus européens que ceux qui n'ont jamais vécu ces expériences d'immersion hors de chez eux. Mais il faudra les convaincre par d'autres arguments, que pour les générations précédentes. La paix par exemple est pour eux devenu une évidence. Il importe de leur présenter un projet porteur.

### Qu'en conclure pour demain ?

Si la pensée européenne est en crise, les solutions techniques existent. Du reste, on a progressé probablement davantage que les pères fondateurs auraient pu l'imaginer.

Même la Commission européenne, souvent discutée, est deux fois démocratique puisque chaque pays choisit souverainement son commissaire, - donc via son gouvernement élu démocratiquement -, et qu'ensuite, chaque commissaire passe un grand oral devant le Parlement pour acquérir une légitimité européenne. Les commissions Barroso ont d'ailleurs été réajustées après ces auditions. Il en est de même de la Commission Juncker.

Or nous avons élu les députés européens et si un commissaire vient contrôler notre projet de budget national, c'est parce que cela a été signé par chacun des Etats et ratifié dans chacun des parlements nationaux. Cela ne veut pas dire que des ajustements ne doivent pas être opérés ou que tout soit parfait.

Mais on peut dire que le dernier argument du roi n'est plus le canon mais le traité.

Demain encore, l'Europe ne vivra que si les peuples qui la composent continuent d'aimer et de promouvoir les valeurs humaines héritées de sa civilisation. Il n'y a décadence, disait Denis de Rougemont, que lorsqu'on ne dit plus « qu'est-ce que nous allons faire ? » mais « que va-t-il arriver ? ».

Merci Professeur et souhaitons ensemble que notre Europe retrouve le pouvoir de nous enthousiasmer !

Interview et synthèse :

✍ Thérèse Jamin, avec la relecture de V. Dujardin

